Réponse du Conseil administratif à la motion du 9 mai 2012 de MM. Simon Brandt, Eric Bertinat, Daniel Sormanni, Alain de Kalbermatten, Mathias Buschbeck, Sylvain Thévoz, Christian Zaugg et M^{me} Sophie Courvoisier: «Pour que Genève redevienne une ville étape du Tour de France».

TEXTE DE LA MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de prendre contact avec Amaury Sport Organisation (ASO) en vue de l'organisation d'une étape du Tour de France sur le territoire de la Ville de Genève, en collaboration avec tous les partenaires publics et privés qui pourraient être intéressés par une telle candidature.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le Conseil municipal a accepté le renvoi de cette motion amendée au Conseil administratif lors de sa séance du 10 novembre 2015.

A l'occasion de l'arrivée de la 17^e étape du Tour de France à Berne en 2016, le Service des sports a été reçu par le directeur des sites pour évaluer les besoins logistiques et humains nécessaires à l'accueil d'une manifestation de cette envergure.

L'organisation d'une étape du Tour de France représente de très nombreuses contraintes, voire exclusivités de la société Amaury Sport Organisation (ASO).

Compétences exclusives d'ASO:

- l'organisation sportive de l'épreuve et notamment le choix du parcours ainsi que des sites d'arrivée et de départ;
- les opérations techniques de mise en place sur les sites d'arrivée et de départ;
- le choix des partenaires et prestataires associés à l'épreuve.

La société ASO s'attache à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir un événement de haute qualité sportive.

Sur les plans technique et logistique, ASO s'engage à effectuer des reconnaissances des parcours et sites d'arrivée. Par la suite, le directeur des sites et les commissaires généraux d'ASO arrêtent, avec la ville d'étape, le choix définitif des sites d'arrivée et/ou de départ.

De manière générale, ASO fournit les installations, matériels et personnel nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques.

En ce qui concerne l'arrivée, ASO se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants:

- certains matériels de barriérage (environ 2000 mètres) délimitant et protégeant le site d'arrivée;
- les banderoles et panneaux des partenaires d'ASO;
- le chronopole (arche d'arrivée et installations pour le chronométrage et la photo-finish);
- les tribunes de presse radio et télévision;
- le podium protocolaire;
- les groupes électrogènes;
- la sonorisation;
- les cabines sanitaires de l'organisation;
- les espaces d'«hospitalité» et les tribunes réservés aux invités.

Obligations et charges de la ville d'étape

Sur les plans technique et logistique, la ville d'étape s'engage à recevoir le directeur des sites, spécialement pour ce qui concerne le choix définitif des sites d'arrivée et/ou départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, l'aménagement des locaux et parkings, les vaubans complémentaires ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.

La ville d'étape, en complément des installations mises en place par ASO, doit aménager à ses frais des locaux vierges de toute publicité, situés au plus près des sites d'arrivée et/ou départ pour y recevoir la permanence de l'organisation (environ 400 m²), le centre de presse (environ 1200 m²) pouvant accueillir 500 personnes et équipé de tables de travail, sièges et prises électriques, ainsi que, si besoin, quelques salles annexes à proximité immédiate de la ligne d'arrivée.

Il est également de son devoir de mettre à disposition, dans les zones d'arrivée ainsi qu'à proximité de la permanence de l'organisation et du centre de presse, des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par ASO (1600 à 1800 véhicules), sans oublier les infrastructures nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées dans la permanence de l'organisation, dans le centre de presse ainsi que pour le public sur les sites d'arrivée.

La ville d'étape se charge de fournir, installer et démonter, à ses frais, tous les équipements et services utiles pour l'accueil du public, en complément des installations mises en place par ASO pour l'arrivée de l'étape, et en particulier:

- un barriérage complémentaire, vierge de toute publicité et de banderoles (avec pose de barrières de contreventement), de 5000 à 6000 mètres de barrières

pour l'arrivée (incluant en tout état de cause de part et d'autre de la chaussée 1600 mètres avant le barriérage mis en place par ASO) suivant les demandes formulées dans le rapport technique;

- tous les panneaux d'information et de signalisation indispensables au public, y compris ceux relatifs au respect de la propreté et de l'environnement;
- les moyens sanitaires d'intervention et d'évacuation destinés au public.

Les éventuels travaux d'aménagement prescrits par ASO pour la sécurité des coureurs, pour la mise en place du dispositif du Tour de France ainsi que les diverses énergies (eau et électricité) sont à la charge de la collectivité qui accueille l'étape.

De plus, les coûts liés à la gestion des déchets ainsi qu'à la remise en état du domaine public, après le passage de l'étape, est de la responsabilité de l'organisateur local.

Sur le plan administratif, ASO sollicite toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives, à savoir:

- prendre les mesures nécessaires pour obtenir toutes les autorisations administratives concernées;
- prendre en charge le coût du service d'ordre (jalonnement et escorte) contracté par les soins d'ASO auprès de la gendarmerie suisse ou de la police suisse;
- les autorisations de survol pour les hélicoptères nécessaires à la retransmission télévisée du Tour de France (webcam, relais) ainsi que pour les avions-relais nécessaires aux retransmissions des signaux;
- prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'ASO puisse jouir paisiblement et à titre gratuit des structures et réseaux de télécommunication (notamment téléphone et internet) sur les sites occupés par l'organisation, étant entendu qu'aucun fournisseur d'accès à internet (FAI) ou réseau de télécommunication ne saurait être imposé à ASO, qui est libre de choisir ses propres prestations techniques.

Préavis du Conseil administratif sur une éventuelle candidature de la Ville de Genève

La Ville de Genève accueille et soutient de nombreuses manifestations sportives nationales et internationales se déroulant sur son territoire, de préférence avec un ancrage régional de la discipline sportive.

En ce qui concerne le Tour de France, le prix d'entrée est estimé à 300 000 francs, auxquels il y a lieu d'ajouter les frais organisationnels, logistiques et de sécurité, qui peuvent se monter à plus d'un million (le budget de l'étape bernoise s'est élevé à plus d'un million de francs en 2016).

En plus de ces coûts importants, les retombées touristiques et plus particulièrement hôtelières sont fortement liées au format de course retenu par ASO (départ ou arrivée, départ et arrivée, contre-la-montre).

Il faut donc conclure que les coûts engendrés par un tel événement ne sont pas forcément en adéquation avec les recettes potentielles.

Le Service des sports ne dispose pour l'instant ni du budget ni des ressources humaines nécessaires pour mener à bien un tel projet. Il demeure cependant favorable à l'accueil de manifestations d'envergure qui pourraient faire rayonner Genève telles que le Championnat d'Europe de triathlon, les Jeux du Grand Genève, les nombreux marathons et courses de renom, le Championnat romand de lutte suisse, la Coupe Davis, ou plus récemment la Fed Cup 2017 et, à venir, l'accueil des Jeux d'été nationaux pour sportifs en situation de handicap mental en 2018.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Sami Kanaan